

## La voix de l'Opposition de gauche

Le gouvernement des patrons se prononce ouvertement pour la mise en oeuvre de l'accord du 11 janvier chez Renault.

**02.02.2013**

- Les efforts demandés par la direction de Renault aux salariés dans le cadre des négociations sur l'amélioration de la compétitivité des usines françaises du constructeur automobile sont jugés modérés par Arnaud Montebourg, qui invite ainsi implicitement les syndicats à signer un accord.

*«Je préfère des efforts, modérés certes plutôt que des faillites, des fermetures et des pertes de substance industrielle»,* souligne le ministre du Redressement productif dans un entretien publié vendredi dans le quotidien régional La Voix du Nord. Renault s'est engagé à pérenniser ses sites français et à leur allouer des volumes de production supplémentaires en échange de concessions des salariés sur la mobilité, le temps de travail et les salaires.

*«J'invite les partenaires sociaux à s'emparer de toutes les possibilités de cet accord pour négocier des contreparties sérieuses, des éléments de protection supplémentaires, par rapport aux efforts demandés»,* ajoute le ministre. Il souligne toutefois que Renault doit impérativement réinvestir en France et que l'Etat sera sur ce point *«inflexible»*. Lefigaro.fr 01.02

Avec tous les cadeaux que le gouvernement fait aux actionnaires sur le dos et au détriment des travailleurs évidemment, auxquels ils osent demander de faire des efforts.

Arnaud Montebourg a pris jeudi en exemple la Suède, qui a mis au point un modèle permettant aux industriels de *"recalculer leurs prix de production en fonction de l'évolution permanente"* de facteurs comme les prix de l'énergie, le prix du foncier, le prix du travail et le prix du capital, pour les amener à reconsidérer leurs décisions de localisation.

*"Vous mesurez à quel point le pacte de compétitivité, les cinq mesures de stabilité fiscale (du gouvernement), l'amplification du crédit impôt recherche (...), l'ensemble de cette politique, ajoutée à l'accord du 11 janvier entre les partenaires sociaux (NDLR sur la réforme du marché du travail), est de nature à permettre aux producteurs de faire bouger leurs calculs en matière de facteur de production et de localisation territoriale",* a dit le ministre. Reuters 31.01

Montebourg confirme ici que le gouvernement en concertation avec le patronat dont il représente l'intérêt a bien lancé une offensive généralisée contre la classe ouvrière.

Rappelons que cet accord a pour objectif de permettre aux actionnaires de Renault de réaliser 500 millions d'euros d'économie, tandis qu'ils ont empoché quelque 10 milliards d'euros au titre de leurs dividendes au cours de la décennie écoulée.

Les travailleurs de Renault sont en droit de refuser de faire le sacrifice d'un euro supplémentaire. Et c'est aux syndicats de reprendre cette exigence et d'appeler dans l'unité à la grève illimitée avec occupation jusqu'au retrait de ce projet d'accord. Toute autre position sera une trahison.

A bas le gouvernement social-libéral Hollande-Ayrault-Sapin-Montebourg des patrons ! Organisons-nous dans la perspective d'un gouvernement véritablement au service des travailleurs et rompant avec le capitalisme et les institutions de la Ve République, pour une République sociale.

- Par contre on apprend que : Le ministre de l'Éducation nationale Vincent Peillon serait prêt à faire un geste financier en faveur des professeurs des écoles, sous la forme d'une indemnité annuelle, d'après le journal Les Echos. Elle serait dans un premier temps de 400 euros annuels, écrit le quotidien sur son site internet. AFP 01.02

Il veut acheter la paix sociale, les enseignants et leurs syndicats doivent refuser cet odieux marchandage et réaliser l'unité avec les travailleurs en lutte chez PSA, Renault, Continental, Sanofi, Virgin, etc. pour appeler à la grève générale contre le patronat et le gouvernement jusqu'à satisfaction de toutes leurs revendications...